

NOUVELLE SÉRIE — N° 82

16^e Année — 16 Mai 1911



La Coopération des idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

Directeur : **G. DEHERME**

SOMMAIRE :

- G. DEHERME. . . *Les Littérateurs.*
PAR TOUS. . . *Revue des Opinions, des Faits et des Idées.*
G. DEHERME. . . *Les Livres qui font penser.*

Le Numéro : **0 fr. 25**

PARIS

BERNARD GRASSET, ÉDITEUR

61, rue des Saints-Pères, 61

LA

Coopération des Idées

Revue bi-mensuelle d'Education Sociale

ABONNEMENT : un an, France : 4 francs ; Etranger : 6 francs

Collections de la nouvelle série (années 1908, 1909)

3 francs par année

*Adresser toutes les communications concernant
la Rédaction et l'Administration à*

M. DEHERME, Directeur, à LA SEYNE (Var)

A NOS ABONNÉS

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur abonnement est **terminé** sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de **refuser** au facteur le numéro qui suivra l'avertissement.

L'UNION COOPÉRATIVE

est un journal bi-mensuel, édité par le Comité central de l'Union Coopérative des Sociétés françaises de Consommation. Il contient des articles, des études, des monographies, des renseignements, etc., sur la Coopération en France et à l'Etranger. — L'Union Coopérative doit être lue par tous ceux qui s'intéressent à la Coopération.

Prix du numéro, 0 fr. 20 ; de l'abonnement annuel, 4 fr.

Etranger, 6 fr.

Les abonnements sont reçus : 1, Rue Christine. — PARIS

LE COURRIER DE LA PRESSE

Tél. 101-50

21, Boulevard Montmartre, — PARIS

Tél. 101-50

Directeur : A. GALLOIS

RÉPERTOIRE PARLEMENTAIRE

Relevé des Votes des Députés et Sénateurs et Nomenclature de leurs Travaux
D'après le Journal Officiel de la République française

Le Courrier de la Presse lit 6.000 journaux par jour



La Coopération des idées

LES LITTÉRATEURS

« Ce monde [des littérateurs] n'est guère qu'une église de truands qui tient à la fois de la maison de prostitution, de l'étable à cochons et de la chambre de rhétorique. »

REMY DE GOURMONT.

Le parasitisme n'envahit que les organismes détraqués ou débilités. C'est à la faveur de l'anarchie générale que la corruption du cœur et de l'esprit a pu se développer et tout pénétrer, — même le prolétariat.

Plus les littérateurs sont payés, plus ils sont avilis et asservis. Avant que d'être égarés par leur libertinage d'imagination, ils sont gâtés par l'argent. Il ne s'agit donc pas d'écoles, quoi qu'en ait dit Ch. Maurras dans *L'Avenir de l'intelligence*. Puissions-nous en être encore aux romantiques de 1830-1840 !

Au dix-huitième siècle, les gens de lettres s'employaient à amuser les aristocrates qui les entretenaient presque aussi vilainement que les grimauds d'aujourd'hui s'appliquent à solliciter un public abêti par le suffrage universel. Le grand Diderot lui-même commit *Les Bijoux indiscrets*,

« A notre époque, dit Edmond Thiaudière, de certains écrivains, pour avoir su nuancer à merveille l'obscénité, se sont fait un beau nom et surtout de belles rentes. Est-il en réalité un métier plus brillant et plus lucratif, mais aussi plus immonde, que celui de corrompueur public ? »

Un romancier quelconque. Parmi ses livres, ce sont toujours les plus obscènes qui lui rapportent le plus. Pour un sceptique et un jouisseur, la tentation est trop forte pour qu'il n'y cède point à la longue, et même sans s'en rendre compte. Certes, il a eu d'abord des révoltes de dignité; mais, peu à peu, sa conscience s'est émoussée. Pour se justifier, il a affirmé avec aplomb que ces saletés lucratives étaient de l'art, sa conception de l'art. Il s'y est entêté et il est parvenu à s'en persuader soi-même. Puis les niais et les malins ont fait chorus. Et voilà une école nouvelle : le salopisme. « La pire des hypocrisies, dit E. Thiaudière, est cette hypocrisie crapuleuse qui consiste à prétendre enseigner la morale par l'étalage de l'immoralité. »

★
★

Rien de plus démoralisant, d'ailleurs, que l'habitude de parasiter. Proudhon a stigmatisé ainsi la littérature et les littérateurs de son temps : « A force de broyer la corruption, elle [la littérature] a fini par corrompre les littérateurs ! Montrez-moi quelque part des consciences plus vénales, des esprits plus indifférents, des âmes plus pourries que dans la caste lettrée ? Combien en connaissez-vous dont la vertu soit restée hors d'atteinte ? Qui est-ce qui, depuis trente ans, nous a versé à pleins bords le relâchement des mœurs, le mépris du travail, le dégoût du devoir, l'outrage à la

qu'il le reconnaît, « les retraites civiles telles que les a instituées la loi de 1853, obèrent lourdement les finances nationales » ? En effet, les retenues de 5 p. 100 sur les soldes des fonctionnaires et des officiers produisent 43 millions, et le montant des pensions servies s'élève à 257 millions et demi par an.

Les angoisses des sous-chefs de bureau de ministère nous coûtent vraiment trop cher pour qu'elles puissent nous toucher. Et puis, les emplois de l'État sont trop sollicités pour qu'ils ne constituent pas vraiment un privilège — à tout le moins celui de la sécurité dans l'irresponsabilité. Je sais bien que l'auteur prétend qu'un garçon de 20 ans n'est pas libre de n'être pas fonctionnaire. S'il ne veut pas soulever ici la vieille question scolastique du libre arbitre, cela est un peu trop fort. Il ne manquait plus au « perpétuel mendiant » qu'est M. Badin que d'être vierge et martyr et d'aufréoler son front douloureux du rond-de-cuir tragique. Mais qu'on rogne donc les appointements de moitié, qu'on exige de chaque fonctionnaire un travail effectif de 14 heures par jour, qu'on supprime les retraites, et je garantis à l'auteur que tous nos jeunes bacheliers et licenciés recouvreront aussitôt la liberté de n'être pas fonctionnaires. Il est vrai que l'auteur ne voit plus alors d'autre issue pour eux que de se faire avocats ou médecins et que ces carrières sont déjà surencombrées. Mais, il peut m'en croire, si l'enseignement d'État ne se maintient que par le diplôme et si le diplôme fait une nécessité du parasitisme, il n'en est pas de même de la véritable éducation. Et cela nous ramène à la question de la reconstitution sociale. On y est toujours ramené, par tous les biais, parce qu'il n'y a pas de solution sociale partielle.

L'auteur termine son livre amusant, intéressant, en suggérant quelques réformes spéciales qui agréeraient fort aux sous-chefs de bureau de ministère. Et cela n'est pas bien méchant, — hormis, peut-être, la suppression des retraites civiles.

G. DEHERME.

Le Directeur-Gérant : G. DEHERME.

famille, si ce n'est la gent littéraire ? Qui a puisé avec le plus d'impudeur à la caisse des fonds secrets ? Qui a le plus séduit les femmes, amolli la jeunesse, excité la nation à toutes les sortes de débauches ? Qui a donné le spectacle des apostasies les plus éhontées ?... Des littérateurs, toujours des littérateurs. Que leur importent la sainteté de la religion, la gravité de l'histoire, la sévérité de la morale ? Tout leur va, pourvu qu'ils en retirent de la vogue et de l'argent... »

Il est vrai qu'ici « Messieurs les notables de la phraséurgie » réclament le bénéfice de la loi Guillaouet. Tout en professant un hautain dédain pour le bourgeois « qui pense basement », ils en prennent la sournoiserie. Encore qu'ils ne reculent pas, à l'occasion, devant les plus effroyables scandales de la calomnie et du chantage du roman à clé, ils invoquent pour eux le complaisant protecteur de toutes les ignominies qu'est le « mur de la vie privée ». Mais il est bien délabré ce « mur » qu'éleva l'hypocrisie d'une classe dirigeante indigne, et donc usurpatrice ! Il sera bientôt tout à fait abattu par l'excès même du mal : une opinion publique qui ne réagit plus normalement et qui laisse tout dire, tout faire et l'extension du journalisme d'informations... Peut-être le reconnaitrions-nous alors, avec A. Dumas fils : « L'homme n'est véritablement au-dessus de l'humanité ambiante que sur un seul plan : la vertu... Quand le travail de l'esprit n'est pas la plus noble des professions, c'est le plus vil des métiers. »

*
*
*

L'homme sans foi n'admet plus de loi. Il n'obéit plus qu'à ses besoins physiologiques, il ne se soumet

plus qu'à la poigne. Ainsi ce « libéré » n'est guère plus qu'un esclave. Le parontocentrisme et l'égo-centrisme sont l'absurdité même. Mais notre « émancipé » est trop hébété pour s'en rendre compte. Pour lui, il n'y a que soi à l'instant où il passe, et ses « droits ». C'est le monstre asocial que les « Droits de l'homme » et toute la métaphysique révolutionnaire ont enfanté.

Ainsi, pour le littérateur, il n'y a que la phrase, rimée ou dialoguée. Tout n'est plus rien devant ce rien. Et l'on est tout, ou à peu près, dans ce rien qui devient tout. On est donc « prodigieux », « génial », « divin », « supra-divin »... et le reste, et plus encore. Il n'y a jamais assez d'épithètes pour se glorifier, — et aussi pour dénigrer le « cher confrère ». Et ce sont ces fous qui guident les insensés !

Quand l'effort est sincère ou désintéressé, on veut seulement se traduire soi, puisque rien n'existe que par rapport à soi. Nos rimailleurs, s'ils consentent à exprimer quelque chose, ne nous font pas grâce de leur dernier émoi d'épiderme, d'une laborieuse déjection ou de leur plus banale digestion.

« Dupe de soi, écrit Charles Maurras, il faut être dupe du mot. On veut sentir tout ce qu'on est; on veut nommer tout ce qu'on sent. On est donc amené à sentir bien au delà de la normale. » Et encore plus fortement : « La révolte individuelle, une fois reconnue, sous le nom d'originalité pour principe d'art, a déterminé une anarchie beaucoup plus profonde... Très précisément, le romantisme naît à ce point où la sensibilité usurpe la fonction à laquelle elle est étrangère et, non contente de sentir et de fournir à l'âme ces chaleurs de la vie qui lui sont nécessaires, se mêle de lui inspirer sa direction. L'humeur, alors, n'est plus humeur; non plus caprice, le caprice : tous

deux sont des systèmes, et faux. Les esprits conduits à professer ce système, croient ou font croire qu'il existe, au fond de chaque sensibilité particulière, un principe puissant d'unité et d'ordre. Aussi font-ils de leur personne le juge de leur destinée, et de leurs traits particuliers un modèle philosophique. »

*
**

Mais la littérature ne tient pas qu'à elle-même. La situation des littérateurs dans la société ne dépend pas que d'eux.

C'est pourquoi la littérature s'avilira de plus en plus, avec son personnel. Rien ne peut la relever, — que l'ordre reconstitué.

Il y a de très grands talents, l'habileté à exprimer tout sans rien ressentir ni sans rien concevoir n'a jamais été plus répandue ni poussée plus loin : parmi les vivants, je ne vois pas de « maîtres ». Et la meilleure preuve qu'il n'y en a pas, c'est que le « cher maître » est ridiculement prodigué.

Et il n'y en a pas, parce qu'il ne peut y en avoir. Un « maître » est celui qui enseigne, qui dirige, qui aime, — qui s'oublie. Dans le tohu-bohu actuel, avec nos besoins de luxe, de parade, avec les « droits d'auteur » qui les satisfont largement en les compliquant, il ne peut y avoir que des marchands de phrases qui redoutent les concurrents nouveaux, des pitres lamentables qui chaque soir, chez eux, verrous tirés, essuient les fards, se débarrassent des oripeaux et se transforment en hommes d'affaires pour inscrire sur leurs livres de caisse l'argent reçu des éditeurs pour leurs cabrioles, l'argent versé pour la publicité et l'orchestre, et aussi les frais d'une renommée qu'on

fame comme un champ pour lui faire rapporter des lauriers d'or. S'il vient, l'Art ne vient qu'après. Et bien après encore, s'il peut, le Bien.

Il y a l'Académie française et ses prix. Sans doute, elle pourrait quelque chose. Elle est un corps constitué, une autorité possible. Mais il est évident qu'elle préfère être un salon d'hommes du monde, sinon un syndicat d'hommes de lettres. Il s'agit de rester de bon ton, de ne rien casser, de n'être désagréable à personne et de ne pas gâter le métier. Mesquines préoccupations de petits esprits dans l'épouvantable débâcle française !

L'Institut a trop d'argent à distribuer chaque année, et cela ne laisse point d'être gênant. On ne veut pas être soupçonné de partager en famille et avec les clients qui seraient toujours les mêmes, comme une assemblée de politiciens ou une petite coterie littéraire. Et c'est pourquoi l'on tâche à faire plaisir au plus grand nombre de candidats. Les prix ainsi distribués ne signifient donc pas la valeur d'une œuvre quelconque, mais seulement que l'auteur n'a pas encore reçu quelques parcelles de la manne annuelle.

Il semble que l'Académie française pourrait concilier son souci de satisfaire tous les candidats, « d'encourager la littérature » — qui a évidemment tant besoin d'être encouragée, car on n'imprime pas assez — et aussi de remplir la fonction qui est sa raison d'être. Elle distribuerait l'argent dont elle dispose, également et sans distinction, entre tous les auteurs d'une œuvre parue dans l'année et, d'autre part, elle publierait une liste très restreinte des ouvrages qui sont recommandables à quelque égard. Elle y recouvrerait une autorité morale qu'elle perd de plus en plus, et en l'exerçant efficacement pour la régénération française.

Malheureusement, elle n'en fera rien, elle n'en peut rien faire, — et parce que la littérature est objet de commerce. La plupart des membres de l'Académie sont eux-mêmes des écrivains professionnels ; ils ont non seulement leurs propres intérêts, mais ceux de leurs éditeurs à sauvegarder.

La propriété littéraire sera toujours un obstacle insurmontable au relèvement de l'art, à l'indépendance de l'intelligence. La vénalité vicie irrémédiablement tout office spirituel.

Pour être ce qu'elle devrait être, avoir l'influence bienfaisante qu'elle devrait avoir, il faudrait que l'Académie française décidât qu'aucun de ses membres ne peut, en aucun cas, recevoir de rémunération pour quelque fonction, pour quelque œuvre, passée, présente ou future, que ce soit.

Quelle noble initiative à prendre pour celui qui aurait l'ambition d'être un Maître, vraiment !



L'encombrement de la librairie par une littérature trop encouragée a beaucoup contribué à étourdir le public, à obnubiler son jugement, à le rendre incapable de discerner une œuvre de réel mérite de la plus plate production. Aussi s'en est-il remis au succès, — et ce succès est-il devenu affaire de publicité. Dès lors, la presse fut promue dispensatrice de gloire et de fortune. Avec 20.000 francs adroitement répartis, on est assuré de la 5^e édition ; avec 50.000 francs, on a le plein succès ; avec 100.000 francs, le dernier des cacographes peut forcer la Renommée.

Un romancier de quelque talent et qui ne dédaigne

pas, à l'occasion, de s'assurer la 5^e édition, s'en est pris à la presse : « La combinaison financière a tué l'idée, dit-il, la réclame a tué la critique... Le rédacteur a pour rôle de divertir le lecteur pour l'amener jusqu'aux annonces de la quatrième page. » C'est « le chantage sous toutes ses formes, les éloges vendus, le silence acheté... Les éditeurs traitent; les théâtres feront bientôt de même. La critique dramatique tombera comme la critique littéraire. » Et puis... le théâtre pourra-t-il en être plus inepte et plus répugnant ?

N'ayons aucune illusion sur le journalisme. A peu de chose près, les littérateurs sont du déchet social — et les journalistes sont le plus souvent le résidu de la littérature. Résidu de déchet, ce n'est pas grand-chose évidemment. « On représentait à un personnage important du monde conservateur, dit Charles Maurras, que le candidat proposé pour la direction d'un grand journal cumulait la réputation de pédéraste, d'escroc et de maître-chanteur : « Oh ! murmura ce personnage en haussant les épaules, vous savez bien qu'il ne faut pas être trop difficile en fait de journalistes ! » Hé oui ! il ne faut pas être trop difficile. Mais avons-nous tant besoin de « journalistes », — surtout pour « conserver » ?

* * *

Ne comptons donc pas sur un miracle. La littérature ne se relèvera pas, — même si la police s'en mêle. Il n'y a pas de solution sociale partielle. L'anarchie portera toujours ses fruits vénéneux. Si nous ne réagissons pas socialement, le beau jardin de France, bientôt, n'en produira plus d'autres. Et les nouvelles

générations qui s'en nourriront seront empoisonnées jusqu'au cœur.

« Littérature deviendra synonyme d'ignominie, dit fort bien Maurras. On entendra par là un jeu qui peut être plaisant, mais dénué de gravité comme de noblesse. Endurci par la tâche, par la vie au grand air et le mélange du travail mécanique et des exercices physiques, l'homme d'action rencontrera dans cette commune bassesse des lettres et des arts de quoi justifier son dédain né de l'ignorance. S'il a de la vertu, il nommera aisément des dépravations les raffinements du goût et de la pensée. Il conclura à la grossièreté et à l'impolitesse, sous prétexte d'austérité. C'en sera fait dès lors de la souveraine délicatesse de l'esprit, des recherches du sentiment, des graves soins de la logique et de l'érudition. Un sot moralisme jugera tout... Mais si l'homme d'action brutale qu'il faut prévoir n'est point vertueux, il sera plus grossier encore : l'art, les artistes se plieront à ses divertissements les plus vils, dont la basse littérature des trente ou quarante dernières années, avec ses priapées sans goût ni passion, éveille l'image précise. Cet homme avilira tous les êtres que l'autre n'aura pas abrutis. »

Les littérateurs prennent volontiers les recettes et les acclamations pour de l'admiration : ils ne se doutent point combien ils sont méprisés par le riche qui paye ou le peuple qui peine. Ils le seront de plus en plus, — et justement.

Déjà, en 1773, d'Alembert écrivait à Voltaire : « La littérature est dans la plus déplorable situation où elle ait jamais été. » En 1848, la Société des gens de

lettres envoyait une députation à Buchez pour demander que la République « organise les hommes d'intelligence ».

Mais la situation n'a fait qu'empirer dans le désordre. L'Université ne forme que des parasites, et l'État, qui pourtant s'y est engagé moralement pour s'assurer le monopole de l'enseignement, ne peut suffire à les nourrir tous. Les rejetés vont grossir un prolétariat intellectuel pitoyable et dangereux par son nombre. Désespérés, c'est de l'émeute des appétits que ces bacheliers faméliques attendent tout. Le fonctionnarisme, les professions libérales, la politique même ne suffisent plus à dégorger cette redoutable bohème. Or celle-ci n'a plus qu'une volonté : ne pas travailler utilement, parasiter quand même. Et elle l'a bien. Quinze années d'études à peu près vaines mais laïques, cinquante examens lui ont laissé cette seule croyance que d'être utile, c'est-à-dire agriculteur, ouvrier, employé de commerce, ce serait déchoir. Et dans un cerveau intoxiqué par tous les sophismes et toutes les négations, cela devient une obsession qui aliène les plus hautes facultés morales et mentales.

C'est que l'anarchie ne peut organiser que l'anarchie. Les vraies fonctions sociales s'ordonnent par leur propre exercice. Elles commandent nécessairement la synergie. Les « hommes d'intelligence » ne s'organiseront que dans l'ordre, et pour remplir honnêtement leur fonction sociale, — à leur place qui n'est pas la première.

L'ordre comporte certaines conditions, — qui excluent tout parasitisme.

Pour que la littérature reprenne sa place honorable dans la société et soit tout ce qu'elle peut être, pour

que les meilleurs écrivains obtiennent les meilleurs rangs, il faut abolir définitivement la prétendue propriété littéraire. Et d'abord parce que cette abolition, comme l'a dit A. Comte, « priverait la vénéralité d'une protection factice qui ne profite qu'aux médiocrités ». Il ajoutait : « L'assimilation morale des fonctions privées aux offices publics convient encore davantage au savant, à l'artiste, etc., qu'au simple propriétaire, soit pour la source des facultés, soit pour leur distinction. »

N'en doutons pas, ce n'est pas ce que demandait, en 1848, la Société des gens de lettres. Aujourd'hui, elle intrigue pour que la propriété littéraire soit plus personnalisée et plus garantie encore. L'art ? oui ; mais la poche emplie d'abord.

Il est même question de donner aussi des droits d'auteur aux peintres, sculpteurs et graveurs. M. André Hesse, député, propose une loi à cet effet. Il est appuyé par le « groupe de l'Art » ; car il y a, à la Chambre, avec les groupes du sucre, de l'alcool, de la fraude et de la charcuterie, un « groupe de l'Art ». J'espère que les véritables artistes se défendront contre cette humiliante et dangereuse protection.

Ils n'ont qu'à regarder pour voir. C'est l'argent qui a avili l'homme de lettres. C'est par vénéralité qu'il abaisse son art. C'est la perspective des gros gains trop faciles, les joies et les glorioles de brasserie entrevues qui poussent tant de jeunes gens — bien mieux doués, certes, pour conduire la charrue, manier le marteau où auner des étoffes — à maculer du papier blanc et à se proclamer « artistes ». C'est par l'argent enfin qu'on fait prendre au bon public, entre tant de vessies pour tant de lanternes, le retentissement d'un « lancement » commercial pour les éclats du talent ou du génie.

On n'adore pas à la fois deux dieux qui se nient : Il faut sacrifier à l'art ou à l'argent. Il serait trop naïf de se laisser piper par les « je suis artiste » des trafiquants de lettres, bas amuseurs d'une foule sans idéal. Farceurs ! vous faites trop de bruit pour travailler sérieusement, et vous savez trop bien compter pour être jamais aptes à rêver, à étudier, à méditer ! Peut-être avez-vous eu du talent : soyez persuadés que vous n'en avez plus. Si vous en aviez encore, vous en seriez plus fiers, vous l'aimeriez, et vous ne le voueriez pas aux sales besognes, à toutes les laideurs morales qui font recette aujourd'hui. « Le laid peut être transfiguré par le génie, a dit M. Guyau ; mais la recherche ou même la tolérance du laid tue le simple talent. »

Pour être saine, élevée, belle, la littérature doit s'épanouir dans une société fortement constituée et qui vit vraiment. Dans l'ordre seulement, la littérature trouve la règle qui maintient et concentre. A une poussière d'individus, à des passants effarés, pour qui l'insaisissable présent est tout, la littérature mercenaire ne peut offrir que ce qui flatte chacun de ces passants, dans le moment présent qui est toute leur vie ; et c'est l'ignoble, le débordement des bestialités, une dissolution générale, ce qui s'oppose à l'ensemble, à ce qui dure, — à l'Art véritable.

Soyons justes. Actuellement, il faudrait de l'héroïsme aux artistes, et qu'ils aiment la beauté par-dessus tout, pour refuser de se plier servilement aux exigences de l'argent. L'héroïsme est rare.

S'il est imprimé tant d'insanités, ce n'est point que

les écrivains s'y complaisent toujours, c'est que la foule ne fait un succès lucratif qu'aux insanités. Par exemple, il n'y a que les pornographies qui se connaissent, se propagent et s'achètent sans réclame. Et c'est ainsi, d'ailleurs, que certains grands journaux sont vertueux sur ce chapitre spécial.

Comme déjà le faisait remarquer Veillot, à propos du théâtre du troisième Empire, que nos plus candides jeunes filles d'aujourd'hui estimeraient d'une décence ridicule de « Bibliothèque rose », le Français s'ennuie. Et parce qu'il s'ennuie, il a besoin de s'abrutir. Le bridge, les courses, les discours de M. Jaurès, les élections, les matches de boxe ou autres, le tabac, l'absinthe, les filles ne suffisent plus à l'abrutir. Car il veut l'être toujours plus. C'est pourquoi, en attendant mieux, — l'opium, le cirque, peut-être, — il lit des romans de police ou de coucherie et va au théâtre. Et il veut de l'abrutissement pour son argent, « droit des pauvres » compris.

Vraiment, ceux qui accourent assister aux scènes « paroxistes » du « théâtre d'amour » ne valent guère mieux que ceux qui, par lucre, vanité ou vocation de prostitué ou de pourrisseur, satisfont ce goût morbide du faisandé.

Reconnaissons-le enfin. La littérature est sale et bête, le plus souvent parce que nous la voulons telle.

Un peuple a les parasites qu'il mérite.

G. DFHERME.

Revue des Opinions, des Faits et des Idées

LES RÉVOLUTIONNAIRES RUSSES

D'une intéressante conférence faite par Mme de Polozow, salle de l'Institut, à Genève, sur les révolutionnaires russes, ses compatriotes :

« Tandis que le socialiste occidental le plus forcené reste en fait membre de la société bourgeoise, le révolutionnaire russe, oublieux des traditions de sa patrie, sans amour pour ses beautés et ses gloires, ses souffrances et ses deuils, reste un sarment obstinément détaché du cep. Il se déclare volontiers citoyen du monde, c'est-à-dire vagabond sans feu ni lieu, non pour servir une cause idéale et belle dans un sens universel, mais pour vivre en dehors des lois, se libérer de tout devoir civique, pour devenir ce « dangereux compagnon » comme M. Roosevelt appelle tous ceux qui prétendent aimer d'autres pays autant que le leur.

« N'empêche que ces citoyens du monde forment un cercle exclusif, une sorte de région lunaire dans son atmosphère spéciale. Là aucune culture générale, aucune part faite à la réflexion personnelle, aucun pouvoir d'arrêt. La notion du bien et du mal est remaniée *ad usum delphini*, le pillage s'appelle expropriation; l'absence de respect d'autrui, esprit égalitaire; le dérèglement des sens, mariage expérimental. Tout est mis en formules doctrinaires à l'aide de néologismes de leur façon. Banal et vieux jeu, le respect des parents; banale, l'urbanité; banal, l'amour consacré par le mariage; archi-banal et ridicule, le pa-

triotisme. Fi des modestes besognes quotidiennes, du labeur patient et réglé, de la vie régulière, quelle mesquinerie, quel terre-à-terre ! Observer la légalité, se plier à un règlement, c'est de la servilité ; le devoir, c'est bon pour les philistins ; il n'y a dans la vie que des droits, des droits encore, et toujours des droits. Aussi quel profond mépris pour la jeunesse d'autres nationalités qui les entoure et qu'ils trouvent d'une mentalité si plate, si surannée, si absolument incapable de s'élever à leur hauteur !

« Méfiez-vous des gens qui sont esclaves du livre », avait coutume de dire Voltaire. Le révolutionnaire russe accepte tout livre en bloc et s'en approprie avec une naïve assurance les affirmations les plus hasardées. Il ne le digère pas, il l'avale sans user de sens critique...

« En Russie, les femmes qui veulent s'instruire trouvent des Instituts de niveau aussi élevé que les Facultés étrangères, et il n'y a aucune nécessité — à peine deux cas sur quinze — pour qu'elles aillent étudier ailleurs. Mais elles préfèrent suivre les cours en société masculine et trouver dans une existence aventureuse une satisfaction de leurs besoins fiévreux d'émotion et d'imprévu. Elles réclament à haute voix leur droit au bonheur, leur droit de considérer l'ordre du désir comme plus sacré que celui du devoir, leur droit de se débarrasser de toutes les tâches, de toutes les responsabilités, de tout ce qui peut les gêner.

O le bluff des pauvres cœurs humains, incapables de faire leur destinée et qui prétendent se mettre au-dessus d'elles ! Il est des sujets où l'on ne doit rien taire, ni rien sous-entendre. Aussi, est-ce avec une tristesse infinie que je m'adresse à mes frères et à mes sœurs dévoyés, pour regretter en eux tant d'intel-

ligences égarées, tant de sensibilités gâtées, tant de forces perdues. C'est folie de votre part, je le dis avec une conviction profonde, que de suivre un mouvement qui vous échappé. La haute opinion que vous avez de vous-mêmes n'est pas partagée et, pour les gens sans parti pris, vos préoccupations politiques n'ont pas plus d'importance que celles d'un enfant de cinq ans dans un observatoire ou dans un laboratoire de chimie. Vos rêves d'égalité n'ont pas le sens commun, car l'égalité ne peut s'obtenir qu'en contrariant les inspirations de la nature, qu'en l'atrophiant dans son essence même. La société humaine n'est pas simplement un troupeau de brutes que l'on puisse évaluer par têtes; il n'y a pas d'égalité entre un homme qui travaille et celui qui ne travaille pas, entre Renan et un marchand de contremarques. Du reste, vous savez vous-mêmes que Struve et Isgoyew, les seuls hommes de quelque valeur dans les rangs révolutionnaires, ont renié la révolution et qu'en réalité vous n'avez pas su faire autre chose que de déchaîner les passions bestiales, les appétits les plus vils... »

ENFANTS GATÉS

On l'a dit, la France est devenue un pays de fils uniques, et donc d'enfants gâtés. Dans *le Social*, de Lyon, nous trouvons cet excellent article « à propos des fils uniques » :

« Il ressort d'une enquête médicale, faite par un docteur autrichien, que les fils ou filles uniques sont presque tous victimes de troubles nerveux ou d'autres infirmités, comme aussi ils sont plus turbulents et indociles que les enfants qui ont des frères ou des sœurs. Ce docteur attribue cet état maladif aux soins

exagérés dont on entoure l'enfant unique et à son isolement.

« Par le fait qu'il vit seul, dans le milieu familial, sans compagnons de son âge, il ne peut manquer de contracter mille défauts, au cours de son développement moral et intellectuel.

« Mais ce qu'on n'a pas assez remarqué — et ce que l'enquête a positivement établi, — c'est que la plupart des fils ou filles uniques naissent et se développent dans des conditions absolument nuisibles à leur santé.

« Le docteur Friedjung a exposé, en novembre 1910, le résultat de ses observations devant une grande société médicale de Vienne. Son examen avait porté sur 100 enfants, fils ou filles uniques, échelonnés entre 2 et 10 ans.

« Parmi ceux-ci, 18 étaient sérieusement névropathes, 69 avaient une forte tendance à le devenir, et 13 seulement étaient dans un état normal. Ajoutons que, chez ces enfants, les phénomènes nerveux de la neurasthénie et de l'hystérie étaient les plus fréquents : la peur exagérée, le sommeil agité, l'allure capricieuse, et surtout une très mauvaise nutrition.

« Par contre, sur 100 autres enfants issus de familles à plusieurs enfants, il n'y en avait que 30 atteints de névropathie.

« Une conclusion nous semble découler de ces observations. Les parents qui n'ont volontairement qu'un enfant, non seulement nuisent au développement de la race et contribuent à faire de leur pays une triste solitude, mais se nuisent à eux-mêmes et à leur enfant. Il se nuisent à eux-mêmes, parce qu'ils exposent leur famille à une fin prochaine. Ils nuisent au fruit de leur union, parce qu'ils le mettent au monde

physiquement amoindri, dans un milieu défavorable à son développement normal. Au lieu d'avoir, en cet enfant trop chéri, l'être idéal de leurs rêves, ils n'ont la plupart du temps qu'un être chétif et délicat, affligé d'une trop grande nervosité, et souvent, en plus, égoïste et indocile.

« Ce n'est pas d'ailleurs une vérité bien nouvelle que cette affirmation. N'est-ce pas une opinion courante dans le monde qu'un fils unique est très souvent un enfant gâté ?

« Avez-vous remarqué comme ce mot « gâté » est suggestif ? Un fruit « gâté », c'est un fruit flasque, déjà pourri, qui manque de cette fermeté et de cette attirance des fruits mûrs restés sains.

« Plût à Dieu qu'un enfant gâté ne soit jamais cela ! Et cependant, trop souvent, que d'analogies seraient faciles à établir entre un enfant gâté et un fruit gâté ! Inutile de les noter ici. Il n'est personne qui n'ait, une fois ou l'autre, rencontré de ces fils uniques a qui, lorsqu'ils étaient petits, l'on passait tout, à qui l'on prodiguait des soins exagérés et ridicules, que l'on n'aurait jamais osé priver d'une sucrerie, et qui, devenus grands, ont complètement déçu les espérances de leurs parents. Au point de vue physique, ils sont devenus délicats et maladifs ; au point de vue moral, insupportables et égoïstes. »

PAR TOUS.

Les Livres qui font penser

Les Mutualités maternelles, par le docteur JACQUES MORNET, 1 franc (Bloud, éd., 7, place Saint-Sulpice). — S'il y a encore des mères, c'est que l'instinct de vivre est plus fort que tout. Mais il est évident qu'avec notre individualisme anarchique, la maternité est une lourde charge. Tout ce qu'on fera pour l'alléger sera donc louable, et d'abord parce que ce sera une réaction de bon sens contre l'individualisme dissolvant. « La Mutualité maternelle est, à la fois, une arme de prévoyance et de bienfaisance, ayant pour but de fournir à ses adhérentes, en échange de cotisations versées par elles et majorées par la participation de ses membres honoraires, les subventions de l'État, des départements et des communes, une aide pécuniaire suffisante pour qu'elles puissent s'abstenir, à la fin de leur grossesse, de tout travail reconnu préjudiciable à leur santé et à celle de leurs enfants; se reposer pendant le mois consécutif à l'accouchement et donner à leurs enfants, jusqu'à l'âge de deux ans, les soins nécessaires. »

M. le docteur Jacques Mornet nous fait un bref historique de cette œuvre bienfaisante. Il y eut d'abord l'Association des femmes en couches, fondée le 15 août 1866, à Mulhouse, par Jean Dollfus et plusieurs autres industriels. « Cette association exige de toute ouvrière de 16 à 45 ans un versement de 0,15 par quinzaine et un versement égal du patron. Toute femme qui devient mère reçoit, pendant six semaines, les soins du médecin et de la sage-femme, et une indemnité qui, depuis 1883, s'ajoute à la somme donnée par la Caisse d'assurance obligatoire dont toute ouvrière est tenue de faire partie (loi allemande du 15 juin 1883). » Mais l'auteur nous parle surtout de la Mutualité maternelle de Paris, fondée en 1891, par Brylinski et Félix Poussineau. La cotisation annuelle fut primitivement fixée à 6 fr. Depuis 1905, elle n'est plus que de 3 francs. Depuis 1904, toutes les ouvrières ménagères et employées de 16 à 45 ans, habitant le département de la Seine, peuvent en faire partie. Il y a des membres participantes et des

membres honoraires. En 1909, il y avait 17.202 membres participantes, en augmentation de 3.771 sur 1908. Dix-huit Sociétés de secours mutuels et seize maisons ont inscrit leurs membres et leur personnel à la Mutualité maternelle. « Les cotisations des membres participantes ne représentent qu'une faible partie des recettes, 28.000 francs pour un budget de 149.000 francs. Les fonds nécessaires au fonctionnement sont surtout fournis par les 4.255 cotisations des membres honoraires (20 francs par an ou versement unique de 500 francs), et des membres bienfaiteurs (1.000 francs) » ; et diverses subventions. « En échange de ses cotisations, chaque accouchée reçoit, pendant quatre semaines, à dater du jour qui suit son accouchement, une indemnité de 12 francs par semaine, à condition qu'elle s'abstienne de tout travail pendant ce temps... L'indemnité est payée alors même que l'enfant vient à mourir avant l'expiration des quatre semaines. En cas d'accouchement double, l'indemnité est élevée de moitié... En cas de décès de la mère, l'indemnité est continuée pour l'enfant... Une prime de 20 francs est allouée à toute sociétaire qui allaite elle-même son enfant... En 1909, 2.647 sociétaires ont touché des secours... La Mutualité maternelle a ouvert un dispensaire à son siège central ; 1.888 consultations ont été données en 1909... Le repos absolu ou relatif dans les derniers temps de la grossesse influe beaucoup sur le produit de la conception, il serait désirable que les sociétaires pussent abandonner leur travail avant l'accouchement. Il faut espérer que de nouvelles ressources permettront à la Mutualité maternelle de mettre en pratique cette si importante et si onéreuse mesure de perfectionnement. La Société procure parfois, aux mères abandonnées ou seules au logis, une femme de ménage expérimentée, qui soigne l'enfant, veille à la propreté de l'intérieur, remplace dans son ménage la mère immobilisée par ses couches et lui permet de se reposer ainsi plus complètement. La Mutualité maternelle continue à s'occuper des enfants pendant les vingt-quatre premiers mois de leur existence dans cinquante-sept consultations de nourrissons où les enfants sont pesés et examinés et où les mères reçoivent les soins et les conseils nécessaires pour la santé et l'hygiène des

nouveau-nés. Des bons de lait sont également distribués et des secours divers sont donnés : layettes, berceaux, récompenses aux mères. »

Sur ce type, d'autres Mutualités maternelles se sont fondées en province : à Vienne, Lille, Saint-Germain, Dammarié-les-Lys, Angoulême, Saint-Quentin, Roubaix, Charlieu, etc...

L'œuvre est utile, semble-t-il. Elle le serait bien plus si elle contribuait à faire désertier les sinistres crèches et supprimer le barbare travail salarié des femmes.

Job fils de Job, par ÉTIENNE GIRAN (Fischbacher, éd., 33, rue de Seine). — M. Étienne Giran est protestant libéral, et donc croyant. Dans cet « essai », il aborde intrépidement la plus grande difficulté théologique : le problème du mal.

Avec toutes les clartés de son cerveau et les chaleurs de son cœur, il reprend l'incomparable et immortel poème de Job. Toute la douleur, tout le désespoir humain, — mais sans l'émouvante résignation du premier Job : « L'Éternel a donné, l'Éternel a ôté, que le nom de l'Éternel soit béni ! » Je ne connais que Jean Lionnet (1) qui ait tenté, dans son admirable *Miracle de la Douleur*, de s'élever aussi haut que le Livre, et même de le dépasser par l'humanité.

Suivant la fiction de M. É. Giran, l'arrière petit-fils de Job, à des siècles de distance, éprouve la profondeur des souffrances, des misères, des abandons et des angoisses morales. Et il ne veut pas être consolé, il ne veut pas être plaint. Il en avertit ses trois amis, Éliphas, Bildad et Tso-phar, qui essayent de le ramener au Dieu cruel qu'il n'a même plus la force de maudire. « Je ne sais plus prier et je n'ai plus le courage de maudire, leur dit-il... Je ne

(1) Jean Lionnet, dont l'amitié trop récente me devenait de plus en plus chère, est mort le 17 décembre dernier, à 40 ans. L'exiguïté de la revue ne m'a pas permis de dire ici, comme je l'eusse désiré, tout ce que valaient l'écrivain, l'homme d'action, l'ami intelligent et dévoué qu'était Jean Lionnet. D'autres l'ont fait dans la *Revue hebdomadaire*, la *Revue des Poètes*, la *France de demain*, la *Canadienne*, etc.

souffre plus, parce que, depuis trop longtemps, pour moi tout est souffrance. »

Le dialogue qui suit est d'une belle pensée, fortement, éloquemment exprimée. Il résume tout ce qui a été et peut être dit sur le problème du mal. Hélas ! il ne le résout que pour ceux qui n'ont pas besoin de le résoudre.

M. Étienne Giran n'atténue pas la négation désespérée, il l'élève aussi haut qu'elle peut atteindre. « Ce ne sont pas mes souffrances, répond Job à Éliphez, qui me font repousser ton Dieu, c'est la souffrance humaine, c'est la misère humaine, ce sont les larmes humaines !... Si Dieu est, pourquoi la souffrance ?... S'il est des volontés vailantes qui font de la douleur une grande éducatrice, ne t'y trompe pas, c'est l'homme qu'il faut glorifier et non Dieu. La douleur est déprimante et mauvaise. Et si Dieu l'a voulue, il a voulu un mal. Or le mal reste le mal, quelle que soit la fin qu'on se propose. La fin que poursuit ton Dieu ne légitime pas les moyens qu'il emploie. On ne détruit pas le bonheur des hommes, on ne ruine pas leur foyer, on ne brise pas leur cœur, on n'abolit pas en eux toute espérance..., on ne les tue pas, pour leur apprendre à vivre... Une éternité de joie peut faire oublier une heure de souffrance, mais celui qui a voulu cette heure de souffrance est toujours coupable de l'avoir voulue... Les compensations de l'au delà ne sauraient me corrompre. Ton Dieu, je ne peux pas l'absoudre. Et il ne voudrait pas de mon pardon. »

Bildad intervient à son tour. Et Job évoque la détresse humaine, toutes les clameurs de la désespérance, tant d'ardentes prières inexaucées. « En ce moment, à l'instant où je parle, des milliers d'êtres humains tendent les mains vers Dieu et le supplient d'exaucer leurs prières. Mais Dieu reste muet. Il est Amour ? Comment supporte-t-il, une minute, le spectacle affolant de toute cette détresse ? Il est Tout-Puissant ? Que fait-il de son omnipotence ?... Écoute, Bildad ; le vieux dilemme s'impose. Ou bien Dieu *peut et ne veut pas* ou bien *il veut et ne peut pas*. Dans le premier cas, il est responsable ; dans le second, il est impuissant »

Et voici Tsophar. Il se tire d'embarras en niant le pro-

blème. « Les sensations, tristes ou joyeuses, sont toutes de même nature. Demander le pourquoi des sensations douloureuses, c'est demander le pourquoi des sensations heureuses. Le problème du mal n'existe pas. Il n'y a qu'un problème. C'est le problème de la sensation ! » — « Soit, répond Job. Pourquoi la sensation ? »

Tsophar n'admet pas le miracle. Dieu est souverainement bon, il est tout-puissant ; mais sa volonté est universelle et continue. Or « une volonté qui ne varie pas et qui se perpétue à travers les siècles, n'est plus une volonté : c'est une loi. La volonté de Dieu ne nous apparaît que sous l'aspect d'irrévocables lois ». Sans affaiblir la principale difficulté, c'est en accumuler beaucoup d'autres. Et la Révélation ? Sur ce déterminisme, on peut fonder une morale de l'effort humain ; mais ce n'est plus la question. « Ce n'est pas à Dieu qu'il appartient de vaincre le mal dans le monde et d'y faire régner la justice, dit Tsophar au nom de M. É. Giran, c'est à ces êtres vivants qui, dans le domaine de la matière-force, sont devenus le temple de l'Esprit. Ce n'est pas Dieu qui dispose des richesses terrestres : ce sont les hommes ! Ce n'est pas Dieu qui règle les rapports humains, qui préside nos tribunaux ou qui gouverne nos patries respectives : ce sont les hommes ! Ce n'est pas Dieu qui a édifié les classes sociales, qui a mis la prospérité à tel foyer et la misère dans tel autre : c'est l'égoïsme humain. Ce n'est pas à Dieu qu'il appartient de tarir les sources de la souffrance, de la misère, de la débauche ou de la corruption : c'est à nous ! »

Il est des croyants qui remercient Dieu d'avoir « rappelé à Lui » un être qui leur était cher. On les soupçonne d'avoir desséché leur cœur par le souci constant de leur salut personnel. Mais toute l'éloquence du monde ne prévaut pas contre les lamentations d'une mère — dévote ou non — qui vient de perdre son enfant. Et le formidable problème reste tout entier.

Un Exploit de Mandrin, par J. B. GIRÔD (Librairie Boissy et Lauxeroy, Roanne). — Un grave économiste soutint un jour que le contrebandier était un des plus grands bienfaiteurs de l'humanité. M. Girôd opinerait volontiers dans

ce sens paradoxal ; mais pour d'autres raisons. Ce poète se soucie beaucoup plus d'un vers bien rythmé et d'une situation pittoresque que du libre-échange.

C'est fort bien, et nous y trouvons notre agrément. Mais il importe de ne pas nous gâter le cœur et l'esprit pour l'amour de l'art. A l'ordinaire, le contrebandier est un animal assez dangereux. Et Mandrin était, en outre, un peu plus, — ou moins, suivant le point de vue, — qu'un contrebandier. Il sacrifia à sa gloire quelques vagues humanités.

De telles glorifications, même en vers, sont plutôt malsaines. Ce romanesque a fait plus d'une victime. Des gamins qui ont commencé par rêver aux Cartouche et aux Mandrin ont fini par être d'ignobles apaches.

Je sais bien que M. Girod ne s'est pas dit cela. Dans les archives locales, il a trouvé quelques documents curieux, il s'est amusé à reconstituer un épisode de la vie du trop célèbre bandit, — et il nous a donné ainsi cet acte en vers, qui est charmant. Passons-lui donc cette fantaisie, — en souhaitant toutefois que son réel talent s'applique à des sujets plus hauts.

Nouveaux prétextes, par ANDRÉ GIDE, 3 fr. 50 (Au *Mercur de France*, 26, rue de Condé). — Une intelligence active, qui se forme soi-même, commence par la négation et le paradoxe. Il faut avoir été anarchiste pour bien comprendre l'ordre et le servir passionnément ; il faut avoir été « esthète » pour savoir que la morale est au-dessus de l'art.

André Gide est un esprit qui se veut toujours plus lumineux. Dans ce recueil de notes et essais, nous suivons sa marche. Au début, c'est-à-dire dans les pages de plus ancienne date, il est encore l'auteur de *l'Immoraliste*. Pour lui, « la morale est une dépendance de l'esthétique ». Avec Renan, il professe que, pour bien penser, et librement, il importe de ne pas se préoccuper des conséquences de sa pensée. Et peut-être, aujourd'hui, est-il déjà assez imprégné de positivisme pour reconnaître que c'est le contraire, précisément, qui est vrai. Car on ne pense pas dans le vide. Après avoir remarqué que le scepticisme est mortel pour l'art, j'imagine qu'il n'est pas loin, main-

tenant, de juger que le septicisme ne vaut rien pour la pensée. N'est-ce pas, à peu près, ce qu'il a dit, tout récemment, à M. Remy de Gourmont ?

M. André Gide ne pouvait être dupe d'une attitude. Pour lui, ce n'était qu'une phase. Voyez sa conférence sur « l'évolution du théâtre », qui date de 1904. Il y marque bien son horreur de l'anarchisme littéraire. Et c'est pourquoi il me plaît d'en citer quelques passages caractéristiques : « L'art est toujours le résultat d'une contrainte. Croire qu'il s'élève d'autant plus haut qu'il est plus libre, c'est croire que ce qui retient le cerf-volant de monter c'est sa corde... Le grand artiste est celui qu'exalte la gêne, à qui l'obstacle sert de tremplin. C'est au défaut même du marbre que Michel-Ange dut, raconte-t-on, d'inventer le geste ramassé de Moïse. C'est par le nombre restreint des voix dont il pouvait à la fois disposer sur la scène que, contraint, Eschyle dut d'inventer le silence de Prométhée lorsqu'on l'enchaîne au Caucase. La Grèce proscrivit celui qui ajouta une corde à la lyre. L'art naît de contrainte, vit de lutte, meurt de liberté... »

« C'est une chose à remarquer : notre haine aujourd'hui pour toute critique *dogmatique* (elle nous paraît dogmatique aujourd'hui que ne nous réunit plus aucun dogme). Une chose très significative. Toutes les grandes époques d'altière production artistique se sont appuyées sur une critique outrancièrement dogmatique, critique qui prenait elle-même sa force dans l'assurance d'une société cultivée, derrière elle. C'est au nom de cette société que parlait alors la critique ; il lui fournissait des raisons soit d'applaudir, soit de siffler, où déjà le bon goût proposait tout spontanément d'ainsi faire. »

Quand on en est là, on est bien près d'admettre que c'est l'esthétique qui est une dépendance de la morale. Et qu'est-ce à dire, sinon que la « haute littérature », par exemple, « a un intérêt universel..., humain » ? Ce n'est pas par accident, je pense.

Les pages sur l'Espagne, le Val d'Andorre, la mort de Ch.-L. Philippe, la *Jeanne d'Arc* de Ch. Péguy sont délicieuses et émouvantes. Les critiques sont fortes. Il faut lire ce qu'écrivit M. André Gide sur Catulle Mendès, qui

vaut Armand Sylvestre, le fanatisme antichrétien de Remy de Gourmont, le scepticisme lassé de Jules Lemaitre, la légèreté d'Émile Faguet et Anatole France « qu'on épuise du premier coup ».

Les Moutons noirs, tragédie rustique en trois actes, en prose, par B. REYNOLD, 3 fr. 50 (E. Figuière, 7, rue Cornaille). — Ces choses graves, profondes et belles ne sont pas pour le théâtre, j'entends pour le théâtre de prostitution. Mme B. Reynold en est assurée, j'imagine. C'est plus haut que le succès du moment que vise ce poète. Quelques-uns, pourtant, liront ces pages émouvantes. Les « moutons noirs », ce sont, dans la vieille Armorique, les annonciateurs de la Fatalité. Aucune précaution, aucun verrou ne les empêchent d'entrer dans la demeure prédestinée. Aussi faut-il se résigner. Se résigner, être bon, s'oublier, vivre pour autrui : voilà la haute leçon qui se dégage de ce drame puissant. Devant le père mort sans s'être racheté, la fille enfuie vers Paris pour se perdre, Yves le barde dit à son rival : « Je me dis que d'avoir pensé seulement à soi, chacun ici a causé le mal... Alors, désormais, je veux penser aux autres... »

Histoire prochaine, par ALBERT QUANTIN, 3 fr. 50 (Fasquelle, éd., 11, rue de Grenelle). — Roman socialiste à la façon du *Voyage en Icarie* de Cabet. Ce n'est ni du roman, ni de la sociologie, et des socialistes comme M. Jules Guesde diront que ce n'est même pas du socialisme. Le vrai socialisme n'est pas sans méthode. Et ici, c'est ce qui manque le plus. Avec une grande patience, M. Albert Quantin a accumulé les faits et les idées qui servent ordinairement à l'apologétique socialiste ; mais il ne les a pas classés et reliés, il ne les a pas ordonnés. Il ne les a même pas choisis. Aussi peut-il nous présenter le texte de la Constitution socialiste française qui sera promulguée le 1^{er} juillet 1930. M. Albert Quantin doit être tout jeune, — du moins en socialisme.

Et c'est ce qui donne à son livre les qualités de ses défauts. S'il ne nous révèle pas le socialisme, il exprime fort bien l'ensemble des rêveries plus ou moins vagues qui

dirigent les pensées et les actions de la plupart des socialistes. Et c'est pourquoi M. Jaurès l'emportera toujours sur M. Jules Guesde. Ce socialisme d'électeurs est assez bon enfant, même quand il nous menace de la révolution sociale. Sans le système électif et le parlementarisme, l'utopie ne serait jamais bien dangereuse. La démagogie de droite est aussi redoutable que la démagogie de gauche. Ce n'est donc pas le socialisme non plus que le conservatisme qui menacent la civilisation, c'est le parlementarisme. Si une crise révolutionnaire, une grève générale ou un coup d'État nous en libérait, ce ne serait pas payer trop cher la guérison. Le socialisme contribuera à rétablir l'ordre qui fait les sociétés libres et prospères dans la mesure où il participera à cette opération de police nécessaire. Les hommes d'ordre ne sont pas toujours ceux qui croient l'être en ne voulant que leur propre tranquillité.

Les Manuels primaires, par GEORGES VALOIS et FRANÇOIS RENÉ, avec la collaboration de Marius Riquier et Jean Herlison, 3 fr. 50 (Librairie Nationale, 85, rue de Rennes). — Les auteurs se sont proposé « de montrer que l'école laïque n'est pas seulement dressée contre l'Église catholique, mais contre la Raison, contre la Patrie, contre la Civilisation ; que l'intérêt national, la connaissance scientifique, l'exercice normal de l'intelligence sont également offensés, menacés, dégradés par l'esprit et les méthodes de l'enseignement officiel ». Et il faut reconnaître qu'ils y ont parfaitement réussi en relevant les falsifications historiques des manuels d'histoire, les falsifications scientifiques des manuels de morale, les falsifications littéraires des manuels de lecture.

La neutralité est une sottise, — ou une hypocrisie. L'enseignement d'État vise donc à établir une doctrine d'État, ce que les auteurs nomment « la religion des primaires ». Et c'est un monstre. C'est le pire étatisme que celui qui s'en prend aux âmes. La liberté de l'enseignement est certainement la première des libertés françaises à reconquérir.

Ce livre sera une mine inépuisable de documents pour ceux qui veulent s'y employer.

L'Erreur primaire, par GEORGES MAZE-SENCIER (Marcel Rivière, éd., 31, rue Jacob). — C'est surtout dans l'enseignement primaire que l'étatisme jacobin aboutit à l'absurde et à l'odieux. De toutes parts, les accusateurs se lèvent, pièces en mains. En voici encore un, et des mieux armés, et des plus éloquents. Je veux dire de cette éloquence qui vient du cœur. Dans son avant-propos, il nous annonce que nous serons moins surpris de voir toutes les insanités que l'on enseigne aux enfants quand nous saurons mieux celles que l'on enseigne aux maîtres. Il passe en revue non seulement les manuels scolaires, dont il y a tant à citer pour un traité de psychopathie nationale, mais encore les revues pédagogiques et scolaires moins connues. Ce sont : *la Revue pédagogique, le Volume, la Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur, Manuel général de l'instruction primaire, l'École nouvelle, les Bulletins d'Amicales, le Bulletin de la Ligue de l'enseignement, etc...*

A dire vrai, ces publications ne sont pas au-dessous des journaux et revues de tous genres et de toutes nuances qui contribuent à abêtir ou affoler l'esprit public. Il s'y décèle parfois de nobles préoccupations. Ces feuilles pédagogiques donnent le meilleur et le pire. Bref, elles ne sont qu'une expression de notre anarchie spirituelle. Mais elles l'aggravent évidemment, et leurs prédications morales, étant sans base, sont aussi vaines que leurs divagations révolutionnaires, étant prescrites, appuyées par le pouvoir temporel, sont efficaces et nocives. De plus, ce sont les sources mêmes de l'intelligence française qu'on s'acharne à corrompre ainsi.

Les manuels scolaires ont été dénoncés par les évêques. On n'en dira jamais trop. Les auteurs de ces manuels, je présume, doivent avoir des insomnies. Je ne leur fais pas l'injure de supposer que les profits, l'avancement, les décorations, voire les « batteries d'allégresse » qu'ils en ont tirés sont pour eux des compensations suffisantes au mal qu'ils ont fait et qui n'est plus niable.

Un bon livre à répandre. Pour moi, positiviste, j'en accepte la conclusion sans réserve : « Dans le cas présent, les bons citoyens, les vrais serviteurs de la patrie, les dé-

fenseurs de l'âme française, ce sont, au regard de certains éducateurs déchainés, en révolte contre une loi qu'ils ont voulue, qu'ils ont faite et qu'ils suppriment aujourd'hui (la neutralité), ce sont les évêques, gardiens du dogme, les évêques protecteurs de l'enfance exploitée et trompée, les évêques de France. »

La Réforme administrative. Ce qu'elle devrait être, par G. DEMARTIAL, 1 franc. (E. Cornély, éd., 101, rue de Vaugirard). — « Sur 8.563.716 citoyens qui ont pris part aux élections, nous dit M. Demartial, il y en a 6.105.000 auxquels 416 députés ont promis la réforme administrative. Qu'ils l'exigent ! » Mais ce n'est pas une raison. Autre chose sont les programmes électoraux, autre chose la pratique parlementaire. M. G. Demartial a conservé des illusions.

On le voit mieux encore quand il nous dit ce que doit être la réforme administrative. Haut fonctionnaire, M. Demartial rêve surtout d'une bureaucratie : le pays administré par ses fonctionnaires. Aussi ne réclame-t-il rien moins que la suppression radicale des préfets et du ministère de l'Intérieur.

Comme il y va ! Mais par quoi se maintiendrait le régime ? M. Demartial ne sait-il pas que le ministère de l'Intérieur est politiquement le plus important. Chaque parti vise surtout celui-là, qui « fait » les élections, — comme d'autres « font » la montre et le porte-monnaie. Pour supprimer les préfets et le ministère de l'Intérieur, il faudrait d'abord abolir le système électif. Certes, M. Demartial ne va pas jusque-là. Il se borne à demander un nègre blanc.

Quand on l'aura, il ne restera plus qu'à se procurer de « bons fonctionnaires ». Et, aussitôt, l'on nous en donne la recette magique : « Les rendre responsables, les bien recruter, les payer équitablement. » M. Demartial a dressé un « statut » qui nous assurera une « bonne organisation des fonctionnaires ».

En attendant, nous avons les préfets, le ministère de l'Intérieur, et le fonctionnarisme est un inépuisable arsenal de primes électorales. M. Demartial reconnaît que

« les mêmes services qui coûtaient 179 millions il y a un demi-siècle en coûtent 600 aujourd'hui, bien que la population, du fait de notre faible natalité et de la perte de deux provinces, soit restée à peu près stationnaire ». En 56 ans, le montant des pensions de fonctionnaires a quintuplé, passant de 56 millions et demi en 1854 à 257 millions et demi en 1910. Et « cette progression va continuer ». Jusqu'à la banqueroute du moins. Et il n'y a rien d'autre à faire, quoiqu'en dise M. Demartial, qu'à supprimer le mal, qui est le parlementarisme.

Les Fonctionnaires, par **, 2 francs (Bernard Grasset, éd., 61, rue des Saints-Pères). — A la lecture, on remplacera les trois étoiles d'un discret anonymat par cette indication suffisante : « un sous-chef de bureau de Ministère ». Évidemment, ce petit livre traite la question au point de vue de tous les sous-chefs de bureau de Ministère. Mais sont-ils si nombreux ?

L'auteur en veut aux théories, aux systèmes, — et peut-être aux méthodes. Comme tous les Français dissociés, il souhaite que le tout serve la partie. L'horreur de l'ordre, même dans la pensée, n'est qu'une poussée de l'instinct égotiste, comme l'égotisme est une fleur de l'anarchie générale. Quand cet égotisme est délicat et cultivé, comme chez cet auteur que je n'ai pas l'honneur de connaître, il prend volontiers l'attitude du dilettantisme badinant sur tout ce qui n'est que d'intérêt social. Il ne se passionne que lorsqu'il s'agit de « l'avancement », de « l'augmentation d'appointements » et de la « retraite » des sous-chefs de bureau de ministère. J'entends par « sous-chef de bureau », il va sans dire, le fonctionnaire moyen.

Ainsi, l'auteur juge avec autant d'indépendance que de bon sens les simples cheminots, les hauts fonctionnaires. Il reconnaît alors que les serviteurs publics, tout de même, ont des devoirs, — et c'est pour le petit fonctionnaire de ne pas faire grève, pour le haut fonctionnaire de ne pas se pousser trop vite, par la politicierie, la brigade et la faveur. Quant aux « droits » des sous-chefs de bureau, ils sont immenses, — et d'autant plus méconnus, hélas !

Au fond, tout travail est une fonction publique. Aussi

je regrette que l'auteur n'ait pas lu les études et discussions sur ce sujet qui ont paru dans cette revue. Puisqu'il a l'esprit de citer copieusement nos amis et collaborateurs Henri Mazel et Saint-Alban, il lui eût été utile de connaître les réponses qu'on leur fit ici même. Cela l'eût amené probablement à reviser ses préjugés. Peut-être alors eût-il trouvé trop étroite cette définition qu'il avance : « Le fonctionnaire est un citoyen nommé par les pouvoirs publics et rémunéré sur les deniers publics pour servir, à titre permanent, l'intérêt public. Il jouit d'une pension de retraite. »

Dans un chapitre, « l'abcès », qui tient le tiers du volume, l'auteur nous décrit le mal, — et non pas celui que le fonctionnarisme fait à la France, mais celui que l'État fait au fonctionnaire moyen.*

Avant tout, le favoritisme. Sans doute, on nous fait bien remarquer qu'il est de tous les temps ; mais c'est à celui dont il souffre présentement qu'en a l'auteur. Il a raison en ceci que ce favoritisme est certainement beaucoup plus pernicieux. D'abord par l'extension considérable de l'étatisme, ensuite par le caractère politicien de ce favoritisme. Mais le régime électif ne peut produire que la compétition des partis pour l'exploitation du pays. Et quand on est vainqueur, il faut payer les mercenaires embauchés pour cette guerre, satisfaire les clients par des sportules. L'arbre doit porter son fruit.

D'ailleurs, je ne saurais partager la mauvaise humeur inélégante que laisse percer l'auteur. Le favoritisme ne me scandalise pas tant. Il peut être aussi le choix, et cela vaut mieux que l'automatisme d'avancement cher aux fonctionnaires engourdis. Il n'importe que tel emploi soit acquis par faveur ou autrement s'il est tenu comme il convient. Et pour cela, le favoritisme nous offre plus de chance que l'automatisme.

L'auteur veut nous apitoyer sur le sort de ce pauvre M. Badin. Ses appointements sont minimes. Sa retraite même ne constitue pas un privilège, puisqu'il verse 5 p. 100 sur ses appointements et que cette somme versée « à des sociétés d'assurances » lui assurerait « à soixante ans une rente supérieure à la retraite » que lui attribue l'État. Ici, je l'arrête. D'où vient alors que, ainsi

Bernard GRASSET, Éditeur
61, rue des Saints-Pères, 61. — PARIS

COLLECTION

“ LES ÉTUDES CONTEMPORAINES ”

Sous ce titre, la *Librairie Bernard Grasset* commence la publication d'une série d'études sur les milieux littéraires, politiques et sociaux de ce temps. Ces études, confiées à des spécialistes qui apporteront à leur tâche, avec toute la documentation désirable, le plus grand souci d'impartialité, ont pour objet de fixer dès maintenant et le plus exactement possible la physionomie de notre époque. Chaque étude forme un élégant volume de 200 à 250 pages et se vend séparément 2 fr.

A paru dans la collection Les Études Contemporaines :

Le CULTE de l'INCOMPÉTENCE

Par **Émile FAGUET**, de l'Académie Française

Un volume in-16, 240 pages. 2 fr.

La Sorbonne Contemporaine

Par **Pierre LEGUAY**

Vient de paraître dans la collection “ LES ÉTUDES CONTEMPORAINES ”

Docteur **GRASSET**

Le Milieu Médical et la Crise Médico-sociale

Un volume in-18 jésus. 3 fr. 50

VIENT DE PARAÎTRE :

ÉMILE FAGUET, de l'Académie Française.

COMMENTAIRE DU DISCOURS SUR LES PASSIONS DE L'AMOUR

Un volume in-18 jésus. 3 fr. 50

CROÎTRE OU DISPARAÎTRE

Par GEORGES DEHERME

Un volume in-16 de 280 pages. Prix : 3 fr. 50

PERRIN et C^{ie}, Éditeurs, 35, quai des Grands-Augustins, PARIS

LA CRISE SOCIALE

Par GEORGES DEHERME

(Troisième édition)

Un volume in-16 de 375 pages. Prix. 3 fr. 50

BLOUD et C^{ie}, Éditeurs, 7, rue Saint-Sulpice, Paris

AUGUSTE COMTE ET SON ŒUVRE

LE POSITIVISME

Par GEORGES DEHERME

*Un vol. in-16 de 128 pages, avec deux portraits hors texte,
Prix : 2 fr. 50*

(GIARD et BRIÈRE, Éditeurs, 16, rue Soufflot. — PARIS)

L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Action politique. Action économique. Action sociale

Par GEORGES DEHERME

*Ouvrage couronné par l'Académie française
et par la Société antiesclavagiste de France*

Un volume in-8 de 528 pages. Prix : 6 fr. (*franco : 6 fr. 60*)

BLOUD et C^{ie}, Éditeurs, 7, place Saint-Sulpice, PARIS

La Démocratie vivante

Par GEORGES DEHERME

Un volume in-8° de 402 pages. Prix : 4 fr. 50 (*franco : 5 fr.*)

BERNARD GRASSET, Éditeur, 61, rue des Saints-Pères, PARIS
